



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 28 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC SAS

ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier
Liré
49270 Orée D'anjou

Références : EC-2025-6-INSP-CHIMIREC-plateforme-Liré-RAP

Code AIOT : 0006302124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2025 dans l'établissement CHIMIREC SAS implanté sur la ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier Liré 49270 Orée d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC SAS
- ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier Liré 49270 Orée d'Anjou
- Code AIOT : 0006302124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ASTRHUL, rachetée fin 2018 par le Groupe CHIMIREC, est spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets provenant des secteurs de l'entretien et de la réparation automobile et industrielle. En complément du centre de transit de déchets qu'elle exploite à Liré depuis une vingtaine d'années, l'entreprise a construit en 2015 un second site dans l'extension de la Zone Artisanale des Couronnières, également à Liré, dont l'objet initial était d'y transférer à terme l'intégralité de son activité de transit vrac des « huiles usagées ». L'établissement historique est réglementé par un arrêté d'autorisation du 7 juin 1999 (D3-99-n° 885) plusieurs fois modifié, qui fixe les conditions de son exploitation et dispose de l'agrément requis pour la collecte d'huiles usagées,

dernièrement renouvelé le 10 mars 2020.

L'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2022 n°279 du 26/09/2022 régit actuellement l'autorisation d'exploiter.

Thèmes de l'inspection : déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant indique la présence de 5 fûts de 200 litres d'émulseur contenant des PFCA C9-C14, autorisés jusqu'au 4 juillet 2025.

Le groupe Chimirec a lancé un plan d'action pour l'ensemble de ses sites afin :

- d'identifier les volumes d'émulseur présents ;
- définir une solution de traitement pour les émulseurs contenant des PFAS ;
- d'identifier les volumes d'émulseur à remplacer.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le plan de substitution des émulseurs concernant les sites de Liré dès finalisation.

L'exploitant indique également vouloir ré-organiser certains stockages de matière :

- déplacement du chargement des contenants vides des PL de la plateforme nord vers la sud ;
- déplacement des déchets de ferraille et DEEE de la plateforme sud vers la nord ;
- ouverture d'une entrée chariot au niveau de la plateforme sud en face du bâtiment de broyage.

L'exploitant indique que ces modifications feront l'objet d'un porter à connaissance à l'attention du préfet de Maine et Loire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 4.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser une campagne de mesures de rejets atmosphériques pour identifier les COV rejetés (screening) dans le délai de 3 mois. L'exploitant fera part de son choix de maintenir ou non son activité de broyage sur le site de Liré dans le délai de 4 mois.

En cas de maintien de l'activité sur le site de Liré, l'exploitant mettra en place un système de traitement des rejets atmosphériques permettant d'abattre les COV sous la VLE autorisée dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des émissions canalisées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite qui avait été actée : demande de justificatif• date d'échéance qui a été retenue : 4 août 2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fait procéder semestriellement à un contrôle de ses rejets atmosphériques issus des installations de broyage et rejetés à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p> <p>A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique, décrites par la norme NFX 44.052, sont respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis par mail du 10 janvier 2025 le rapport du 10 décembre 2024, concernant les mesures de rejets atmosphériques canalisés au niveau du broyeur. Les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• COVT : 56,29 mg/Nm³ pour une VLE à 30 mg/Nm³• flux de COVT : 90,76 g/h pour un flux horaire maximum autorisé à 2 kg/h• poussières totales : 0,38 mg/Nm³ pour une VLE à 5 mg/Nm³• flux de poussières totales : 0,62 g/h pour un flux horaire maximum autorisé à 1 kg/h• vitesse d'éjection des fumées : 9,60 m/s <p>L'exploitant indique que le broyeur fonctionne une demi-journée par jour et broie majoritairement des pare-chocs. Le reste des matières broyées est constitué de bidons plastiques souillés.</p> <p>L'exploitant s'engage à réaliser un screening des COV rejetés afin d'identifier les paramètres à capter par charbon actif. L'exploitant est en attente d'un devis pour la réalisation du screening.</p> <p>En fonction du chiffrage du coût de traitement des fumées issues du broyeur, l'exploitant engagera une réflexion sur la pérennité de cette activité sur le site de Liré. L'exploitant pourrait envisager le transfert des matières à traiter vers le site de Javené (35).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant que les flux horaires **et** les concentrations instantanées en poussières et COV doivent être conformes.

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser le screening des fumées issues du broyeur sous 3 mois et d'informer l'inspection du choix de maintenir l'activité de broyage sur le site de Liré sous 4 mois.

Compte tenu du dépassement des concentrations de COV de quasiment le double de la VLE autorisée, en cas de maintien de l'activité sur le site de Liré, l'exploitant mettra en place un système de traitement des rejets atmosphériques permettant d'abattre les COV sous la VLE autorisée dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois